

Université Yambo Ouologuem de Bamako

<https://revue-kurukanfuga.net/>



Coordinateur :

Prof COULIBALY Aboubacar Sidiki



Actes du 3eme Colloque Scientifique International des
Laboratoires LAReLSo et LaRMA - (FLSL- UYOB)

tenue les 30 et 31 Mars 2026 à Kabala



Thème : Résolution des crises en Afrique et reconstruction
nationale par les sciences et la recherche scientifique à l'ère
de l'Alliance des États du Sahel (AES)



Kurukan Fuga La Revue Africaine des Lettres, des Sciences Humaines et Sociales

Kurukan Fuga

5^{eme} N° Spécial
Hors-Série
Août 2026

*La Revue Africaine des Lettres, des Sciences Humaines et
Sociales*

ISSN : 1987-1465

Actes du 3eme Colloque Scientifique International des Laboratoires
LAReLSo et LaRMA de l'Université Yambo Ouologuem de Bamako,
sise à Kabala sur le thème : " RESOLUTION DES CRISES EN
AFRIQUE ET RECONSTRUCTION NATIONALE PAR LES
SCIENCES ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE A L'ERE DE
L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL (AES) " tenue les 30 & 31
mars 2026

5^{eme} numéro spécial -hors-Série de Août 2026

5^{eme} N° Spécial
Hors-Série
Août 2026

Coordinateur :

Prof COULIBALY Aboubacar Sidiki



<https://revue-kurukanfuga.net/>

Août 2026

KURUKAN FUGA

La Revue Africaine des Lettres, des Sciences Humaines et Sociales

ISSN : 1987-1465

E-mail : revuekurukanfuga2021@gmail.com

Website : <http://revue-kurukanfuga.net>



Links of indexation of African Journal Kurukan Fuga

Copernicus	Mir@bel	CrossRef
		
https://journals.indexcopernicus.com/search/details?id=129385&lang=ru	https://reseau-mirabel.info/revue/19507/Kurukan-Fuga	https://doi.org/10.62197/udls
Zenodo	Sudoc	ASCI
		
https://zenodo.org/communities/rkf/records?q=&l=list&p=1&s=10&sort=newest	https://www.sudoc.abes.fr/cbs/xslt/DB=2.1/SET=4/TTL=1/SHW?FRST=5	https://www.ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=16126

COMITÉ ÉDITORIAL & DE RÉDACTION

EDITORIAL AND WRITING BOARD



Directeur de publication et Rédacteur en chef / Director of Publication/ Editor-in-Chief

Prof MINKAILOU Mohamed, *Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali*

Rédacteur en Chef / Chief Editor

Prof COULIBALY Aboubacar Sidiki, *Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali*

Rédacteur en Chef Adjoint / Vice Editor in Chief

Dr SANGHO Ousmane (MC), *Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali*

Montage et Mise en Ligne / Editing and Uploading

Dr BAMADIO Boureima (MC), *Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali*

COMITÉ SCIENTIFIQUE & DE LECTURE SCIENTIFIC AND READING BOARD



Scientifique :

- *Président du comité scientifique : Pr Mohamed Minkailou*

Membres

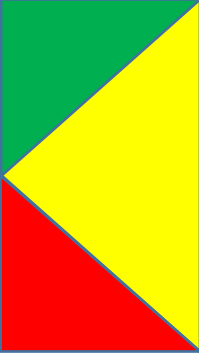
- Prof. Belko Ouologuem-(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. Idrissa Soïba Traoré (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. Ismaila Zangou Barazi (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. Gorgui Dieng-Université Cheikh Anta Diop de Dakar –Senegal
- Prof. Aliou Sow- Université Cheikh Anta Diop de Dakar –Senegal
- Prof. Aboubacar Sidiki Coulibaly– (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. Mamadou Lamine Dembélé (Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako)
- Prof. Fatoumata Keita - (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. Abdoukadi Idrissa Maïga IZSEJB
- Prof. Abdourahmane A Cisse IHERI-AB
- Prof. Adedun Emmanuel (Université de Lagos, Nigeria)
- Prof. Daouda Coulibaly (Université Alassane Ouattara de Bouaké-RCI)
- Prof. Oumar Kamara (Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako)
- Prof. Siaka Fané-(Université des Sciences Sociales de Gestion de Bamako)
- Prof. Siaka Ballo --(Université des Sciences Sociales de Gestion de Bamako)
- Prof. Abdou Ballo---(Université des Sciences Sociales de Gestion de Bamako)
- Prof. Haroun Almahadi Maïga (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- prof. Brema Ely Dicko--(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. N'Bégué Koné --(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. Zorobi Phillipe Toh-Université Alassane Ouattara de Bouaké
- Dr. Saliou Dione- Maître de Conférences- (Université Cheikh Anta Diop de Dakar-Sénégal)
- Dr. Aboubacar A Maïga - Maître de Conférences- (école du journalisme)
- Dr. Fodjié Tandjogora- Maître de Conférences --(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)

- Dr. Issa Diallo- Maitre de Conférences –(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Samby Khalil Magassouba Maitre de Conférences – (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Zakaria Nounta- Maitre de Conférences –(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. André Koné- Maitre de conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Ousmane Sangho- Maitre de conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Aldiouma Kodio- Maitre de Conférences (Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako)
- Dr. Kamory Tangara- Maitre de Conférences-ENSUP
- Dr. Modibo Diarra- Maitre de Conférences –(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako).
- Dr. Afou Dembélé- Maitre de Conférences –(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Aboubacar Niambélé- Maitre de Conférences –(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Mohamed Diagayeté IHERI-AB

Publishing Line

The African Journal Kurukan Fuga is an online scientific journal of the Department of Education and Research in English (DER English) of the University of Letters and Human Sciences of Bamako. It is a quarterly Journal which appears in March, June, September and December. The African Journal Kurukan Fuga was set up from the desire of the English Department professors to enrich their university landscape, which is quite poor in scientific journals (three journals for the whole university). Indeed, more and more young teacher-researchers arrive in our universities, and higher education institutions and institutes with very limited publication opportunities. The English Department is a case in point, with more than forty young doctors and doctoral students producing scientific articles which almost always have to be published elsewhere. The African Journal Kurukan Fuga intends to boost scientific research by offering larger publication spaces with its four annual publications. The creation of this journal is therefore intended as a response to the many requests made by many teacher-researchers in Mali and elsewhere who often do not have free access to quality online documentation for teaching and research. The journal favors texts in English; however, texts in other languages are also accepted.

The journal publishes only quality articles that have not been published or submitted for publication in any other journals. Each article is subjected to a double blind reading. The quality and originality of the articles are the only criteria for publication.



*Présidente du comité d'organisation :
Prof. Ismaïla Zangou Barazi*



*Actes du 3eme Colloque
Scientifique International des
Laboratoires LAReLSo et
LaRMA de l'Université des
Lettres et Sciences Humaines de
Bamako, sise à Kabala*

*Sur le thème : Résolution des
crises en Afrique et
reconstruction nationale par
les sciences et la recherche
scientifique à l'ère de
l'Alliance des États du Sahel
(AES)*



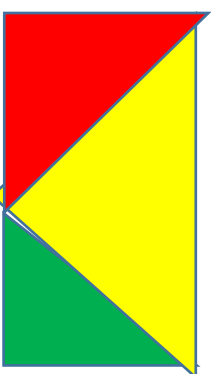
Kurukan Fuga| Hors-Séries N°5 – Août 2026

ISSN : 1987-1465

Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage

Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako

URL: <https://revue-kurukanfuga.net/>



Argumentaire de l'appel à communication du 3eme Colloque Scientifique International des Laboratoires LAReLSo et LaRMA (UYOB-FLSL)

I-CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Afrique, depuis son accession à la souveraineté politique dans les années soixante, demeure en proie à des crises multidimensionnelles, mêlant insécurité armée, fractures sociales, fragilité étatique, corruption, *Africaphobie*¹ et chocs économiques, qui compromettent durablement ses trajectoires de développement et entravent l'affirmation d'une véritable indépendance sur tous les plans. C'est dans ce contexte que des leaders patriotes et visionnaires, notamment au sein de l'Alliance des États du Sahel, s'attachent à rompre les chaînes de l'impérialisme, du néocolonialisme, du sous-développement et de la dépendance à l'Occident. Cependant, il convient de noter que les premiers leaders africains révolutionnaires tels que Modibo KEITA, Julius NYERERE, Kwame KRUMMAH, Thomas SANKARA, Mohammad GADAFI et d'autres ont vu leurs luttes avortées en mi-chemin car elles n'étaient pas assez adossées à la science et à la recherche scientifique. De même plusieurs crises assaillent l'Afrique de nos jours, surtout sur le plan sécuritaire, mais la réponse semble être toujours soit militaire, soit faire recours à des personnes non universitaires, voire des non experts dans le domaine de la recherche scientifique. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ne font malheureusement pas exception. Pour pallier cette situation, une place de choix devrait être accordée aux sciences et la recherche scientifique d'où l'impérieuse nécessité de l'implication du monde universitaire.

En effet, les sciences, qu'elles soient africaines ou importées, constituent sans nul doute le véritable creuset de connaissances, de savoir-faire et de technicité permettant de poser des diagnostics fins, des outils de prévention et des évaluations d'impact indispensables pour concevoir des politiques publiques ou stratégies adaptées aux spécificités locales sahéliennes et africaines. Les approches scientifiques permettent également de dépasser les réponses purement militaires en intégrant prévention, résilience sociale, relance économique et réconciliation, et en rendant les interventions plus légitimes et efficaces. Pour corroborer ce qui précède, Aristote dans le *Traité d'Organon* écrit : « La connaissance scientifique se définit comme la connaissance des causes, son approche formelle vise à distinguer le démontrable (théorèmes) et l'indémontrable (axiomes), ce qui relève de l'enchaînement causal et ce qui relève des principes premiers. » (Vrin, 1979, p.89). En termes explicites, la recherche scientifique favorise l'appréhension objective et la découverte réelle des causes d'un problème ou d'une problématique tout en évitant de s'agripper à des causes qui ne découlent pas d'une connaissance scientifique véritablement avérée. Il est également saillant de faire remarquer que la recherche est un effort pour trouver quelque chose ou un effort de l'esprit vers la connaissance (Le Grain, M., 1994, p. 945). De même, D. Bruno (1994, p. 85), soulignera que la recherche est un exercice systématique et méthodique portant sur l'étude d'un problème ou d'une question et mettant en cause des faits qui doivent être vérifiables en vue d'atteindre une fin : la résolution d'un problème ou la réponse à une question ou d'une hypothèse préalable, la recherche exige

¹ Terme utilisé par l'écrivain malien Aboubacar Sidiki COULIBALY (2024, p.95) dans son roman socio-historique, *Le monde Africain doit se réveiller*, Bamako : Alqalam, pour signifier le rejet et le dégoût pour tout ce qui est africain ou renvoie à l'Homme africain ou à l'Afrique

ipso facto un travail d'interprétation. La science, quant à elle, renvoie à l'ensemble des connaissances humaines acquises par la spécialisation (études) ou par l'expérience (pratiques). Son fondement est la raison et l'objectivité.

En sus, l'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES) crée un nouvel espoir pour toute l'Afrique et constitue un espace stratégique sous régional requérant des réponses harmonisées mais devraient être fondées sur des savoirs locaux et scientifiques pour ménager la sécurité, la gouvernance et la reconstruction nationale. C'est pour cette raison que COULIBALY (2024, p.94) écrit : « La seule science qui libère l'Homme véritablement quel que soit le degré de l'aliénation est la science de soi-même. » Nous comprenons ainsi la prééminence des connaissances, des valeurs et savoir-faire endogènes dans la résolution des conflits et la reconstruction nationale à l'ère de la reconfiguration de l'Afrique et de la multipolarisation du monde.

Ce troisième colloque international offrira une tribune idéale pour interroger, analyser et préconiser, dans toute leur étendue, les outils pertinents de décolonisation, les mécanismes de résolution des crises et les dynamiques de reconstruction des États africains par la science et la recherche scientifique, dans un contexte marqué par les enjeux du néocolonialisme et de la menace terroriste. Il convient d'ores et déjà d'affirmer que science et recherche scientifique sont indissociables et qu'elles doivent exercer pleinement leur vocation pour résoudre les grandes problématiques de la cité et favoriser son développement.

Comme Objectif, ce colloque scientifique international vise à créer un cadre de rencontres et d'échanges entre chercheurs nationaux et internationaux sur la problématique de la décolonisation véritable, la résolution des crises par la science et la recherche scientifique au Sahel et en Afrique de façon générale. Il ambitionne également de proposer, à partir des résultats scientifiques issus des travaux menés par les chercheurs et enseignants-chercheurs du Sahel, de l'Afrique et, plus largement, de la communauté scientifique internationale, des pistes de solutions endogènes aux défis sécuritaires et de développement qui fragilisent ces régions sur tous les plans. A cet effet, les axes suivants sont retenus pour les propositions de communication :

II-AXES DE COMMUNICATION

- **Axe 1 : Diagnostic scientifique des crises africaines et reconstruction nationale**

Mettre en lumière la capacité des disciplines scientifiques à analyser finement les causes multidimensionnelles des crises (insécurité armée, fragilité étatique, ruptures sociales, *Africaphobie*, chocs économiques), en mobilisant tant les méthodologies quantitatives que qualitatives pour établir un état des lieux rigoureux.

- **Axe 2 : Littérature, Langue et valorisation des valeurs et savoirs endogènes**

Promouvoir les recherches conduites en terre africaine et la redécouverte des savoir-faire traditionnels comme fondements d'une science authentiquement africaine, apte à proposer des solutions adaptées aux réalités culturelles, sociales et environnementales du Sahel et du continent.

- **Axe 3 : Gouvernance, sécurité et développement fondés sur la recherche**
Souligner l'importance d'intégrer systématiquement les résultats scientifiques dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques, afin de dépasser les réponses purement militaires et d'instaurer des dispositifs de prévention, de résilience civile et de relance économique légitimes et durablement efficaces.
- **Axe 4 – Libre**
Cet axe est libre et prend en compte tous les autres volets connexes.

III-Calendrier

- Lancement de l'appel : **22 Novembre 2025**
- Date limite de soumissions **des abstracts/résumés : 10 Mars 2026**,
- Les Notifications d'acceptation : **15 mars 2025**
- Date de déroulement du 2^{ème} Colloque Scientifique International : **30 et 31 mars 2026 à l'Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako-Kabala-Mali.**

IV-Informations générales sur le colloque

- Les propositions de communication (**New Times Roman, police 12,interligne simple**), assorties d'un résumé de **300 mots** et de **5 mots clés** maximum en **français ou en anglais ou en arabe** sont recevables aux adresses électroniques suivantes : Labolarelso010@gmail.com ou larmaulshbmali@gmail.com jusqu'au **10 Mars 2026**.
Date de notification des résumés acceptés : 15 Mars 2026.Le colloque se déroulera du **30 au 31 mars 2026** à la cité universitaire de Kabala – à l'Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako.
- Les auteurs y indiqueront les noms et prénoms du ou des contributeurs, l'institution/laboratoire d'attache, le grade ou la qualité, l'axe d'étude choisi, l'adresse électronique et les mots-clés au-dessous du résumé. Les langues d'écriture des communications ou articles sont le français, l'anglais et l'arabe. **Les auteurs des propositions des résumés retenus seront invités à payer 25.000FCFA comme frais de participation par communicant.** Les meilleurs textes après évaluation seront publiés dans un numéro spécial de la *Revue Kuru kan Fuga* ou la *Revue LaRMA*.

Comité d'organisation

Président du comité d'Organisation

- Prof. Ismaila Zangou Barazi (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)

Adjoint au Président du comité d'Organisation

- Prof. Aboubacar Sidiki - (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)

Membres du Comité d'organisation

- Dr. Abdoul karim HAMADOU Maître-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)

- Dr. Aldiouma Kodio- Maitre de Conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Abdoulaye Samaké- Maitre de Conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Zakaria Nounta- Maitre de Conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Abdoul Karim Camara- Maitre de Conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Binta Koita- Maitre de Conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Mahamadou Simpara- Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Moussa Sougoulé- Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Boureima Bamadio- Maitre de Conférences-(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Mamadou Diamouténé- Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Moulaye Koné- Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Ibrahim Maïga- Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Adama Samaké- (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Issiaka Diarra- Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Hamadou BOLDY Maitre-Assistant (Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Gouro N'Diaye Maitre-Conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Abdourouph Sagayar Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Aboubakr S Cisse Maitre-Conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Youssouf Mariko- Maitre de Conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Mamady Sidibé- Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Drissa Ballo- Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Mr. Abdoulaye Abou Coulibaly-Etudiant en Master Traduction- (Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Mamadou SAMAKE , Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Pierre Dembélé- Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr .Salimatou Traoré- Maitre-Assistante-(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)

- Dr.Djibril Tounkara, Maitre-Assistant (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Ali Timbiné-(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Dialify Dansira-(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Sitan Diakité-Maitre –Assistante-(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Kadiatou Touré–Maitre Assistante (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Ibrahim Maïga – Maitre-Assistant-(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Mr.Diby Keïta-doctorant -(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Mr.Mahamadou KK Koïta-Doctorant-(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)

Comité scientifique du colloque

Président du comité Scientifique

- Prof. Mohamed Minkailou (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)

Membres du Comité Scientifique

- Prof.Belko Ouologuem-(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. Idrissa Soïba Traoré (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. Ismaila Zangou Barazi (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof.Gorgui Dieng-Université Cheikh Anta Diop de Dakar –Senegal
- Prof.Aliou Sow- Université Cheikh Anta Diop de Dakar –Senegal
- Prof. Aboubacar Sidiki Coulibaly– (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof. Mamadou Lamine Dembélé (Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako)
- Prof. Fatoumata Keita - (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Prof Abdoukadi Idrissa Maiga IZSEJB
- Prof Abdourahmane A Cisse IHERI-AB
- Prof. Adedun Emmanuel (Université de Lagos, Nigeria)
- Prof. Daouda Coulibaly (Université Alassane Ouattara de Bouaké-RCI)
- Prof. Oumar Kamara (Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako)
- Prof. Siaka Fané-(Université des Sciences Sociales de Gestion de Bamako)
- Prof. Siaka Ballo --(Université des Sciences Sociales de Gestion de Bamako)
- Prof. Abdou Ballo---(Université des Sciences Sociales de Gestion de Bamako)
- Prof. Haroun Almahadi Maiga (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- prof. Brema Ely Dicko–(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)

- Prof.N'Bégué Koné -(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako
- Prof. Zorobi Phillipe Toh-Université Alassane Ouattara de Bouaké
- Dr. Saliou Dione- Maitre de Conférences- (Université Cheikh Anta Diop de Dakar-Sénégal)
- Dr. Aboubacar A Maïga - Maitre de Conférences- (école du journalisme)
- Dr.Fodié Tandjogora- Maitre de Conférences -(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Issa Diallo- Maitre de Conférences -(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Samby Khalil Magassouba Maitre de Conférences – (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako
- Dr. Zakaria Nounta- Maitre de Conférences -(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako
- Dr. André Koné- Maitre de conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako
- Dr. Ousmane Sangho- Maitre de conférences (Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako
- Dr. Aldiouma Kodio- Maitre de Conférences (Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako)
- Dr. Kamory Tangara- Maitre de Conférences-ENSUP
- Dr. Modibo Diarra- Maitre de Conférences -(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr. Afou Dembélé- Maitre de Conférences -(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr.Aboubacar Niambélé- Maitre de Conférences -(Université Yambo OUOLOGUEM de Bamako)
- Dr . Mohamed Diagayeté IHERI-AB

Bibliographie :

- Aristote, Organon (1979) *Seconds Analytiques*, traduction de J. Tricot, Vrin, Paris.
- Baghestani, Laurence. (2020). « La signification du concept de souveraineté nationale », Fiches de droit constitutionnel, *Fiche 13*, Pages 62 à 66.
- Coulibaly, Aboubacar Sidiki (2017) « La représentation de l'Occident et de l'Afrique dans la littérature africaine : une analyse comparative de *No Longer at Ease* d'Achebe, de *Second Class Citizen* d'Emecheta et de « Minutes of Glory » de Ngugi », Abidjan : Les Editions INIDAF , RCI Décembre,PP.446-464.
- Coulibaly, Aboubacar Sidiki et N'Bégué Koné (2018) « La déconstruction de l'infériorité de l'Homme Africain dans les oeuvres de Cheikh Anta Diop et la philosophie de

décolonisation de Frantz Fanon : une approche afro-historique», in *Longbowu Revue des Langues, Lettres et Sciences de l'Homme et de la Société*, N°.6. Togo, Décembre, pp.107-120.

- Coulibaly, A.S, Diallo, I et Tandjigora, F (2028) « De-Stereotyping the History of Africa: the Hieroglyphs of Ancient Egypt and the Manuscripts of Timbuktu as the Clues Establishing the Anteriority of African Civilization », in *International Journal of English Literature and Culture* Vol 6 (5), Nigeria, October, pp. 91-99.
- Derosier, Jean-Philippe. (2021). « Qu'est-ce que la souveraineté ? Pistes pour cerner ou non la souveraineté », Fondation Jean Jaurès, Démocratie.
- Dorin Bruno. 1994. *L'économie oléifère de l'Union Indienne : évaluation d'une stratégie d'autonomie*. Montpellier : UM1, 358 p. Thèse de doctorat : Economie du développement agricole, agro-alimentaire et rural : Université Montpellier 1 Thèse
- Fleiner-Gerster, Thomas. (1986). *Théorie générale de l'Etat*, Graduate Institute Publications. Books.Openedition.
- Kodio, Aldiouma. (2025). "Harnessing Dogon Proverbs as a Cultural Transmission Tool in Bilingual Education." In *LES CAHIERS DE L'ACAREF, TOME 1*, Vol.7 (27), Togo, Septembre. pp.258-274
- Kodio, A., Minta, M., et Yalcouye, K. (2023). « Analyse des anthroponymes Dogon d'emprunt peulh : cas du cercle de Koro, Région de Bandiagara. » in *Collection PLURAXES/MONDE*, Vol. 1 (2), France, Juin, pp. 407-428
- Riot-Sarcey, Michèle. (2011)., « Introduction : De la souveraineté », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 42, pages 7-17.
- Tandjigora, Fodié et Aboubacar Sidiki Coulibaly (2018) « les initiatives locales de sécurité au Mali : Comment se protéger sans intervention de l'Etat ? in *Longbowu Revue des Langues, Lettres et Sciences de l'Homme et de la Société*, N°.6. Togo, Décembre, pp.655-662.

KURUKAN FUGA

La Revue Africaine des Lettres, des Sciences Humaines et Sociales

URL : <https://revue-kurukanfuga.net/>

<https://doi.org/10.62197/udls>

Sommaire

Présentation des actes des journées scientifiques

- | | | |
|-----------|---|-----------|
| 01 | Hamidou DIOMANDÉ
DÉGAOUTIQUE ET SOPHOCRATIE POUR UNE AFRIQUE RÉSILIENTE | 01 |
| 02 | Sheïbou SANOGO & Fousseni BENGALY
LE BAMANANKAN FACE AU MYTHE DE L'INCOMPLÉTUDE : ÉTAT DES LIEUX DE SON AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE | 13 |
| 03 | Dr Youssouf FOFANA
DIAGNOSING AND NEGOTIATING STATE FRAGILITY IN POSTCOLONIAL AFRICA: GOVERNANCE LESSONS FROM ACHEBE'S A MAN OF THE PEOPLE AND ANTHILLS OF THE SAVANNAH | 24 |
| 04 | Zié TUO
CÔTE D'IVOIRE : LA CRISE DU COVID-19 À L'ÉPREUVE DU SPIRITUALISME, DU RATIONALISME ET DU DROIT | 37 |
| 05 | Dr Karim DEMBELE
THE ARCHITECTURE OF BETRAYAL: DISILLUSIONMENT IN KOUROUMA'S LES SOLEILS DES INDÉPENDANCES AND BALDWIN'S THE FIRE NEXT TIME | 50 |
| 06 | Dr. Diome FAYE
FIRST LADIES MARY LINCOLN, EDITH WILSON AND ELEANOR ROOSEVELT: WHEN POWER BECOMES A SHARED ENDEAVOR AND GOAL | 65 |
| 07 | Dr Baba SISSOKO
LE TERRORISME ET LES MÉCANISMES DE RÉOLUTION DES CONFLITS AU SAHEL : ENTRE RÉPONSE MILITAIRE ET DIALOGUE SOUVERAIN ENDOGÈNE | 76 |
| 08 | Dr. Ali TIMBINE & Dr. Drissa KANAMBAYE & Abdoulaye Daouda GUINDO
MÉCANISMES DE PRÉVENTION ET RÉSOLUTION DES CONFLITS EN MILIEU DOGON | 85 |
| 09 | KOITA Adama dit Antoine
ÉTUDE SUR LE NIVEAU DE CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES SUR LE VIH/SIDA DES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DE SANTÉ "LE BOUCTOU" À TOMBOUCTOU | 95 |

KURUKAN FUGA

La Revue Africaine des Lettres, des Sciences Humaines et Sociales

URL : <https://revue-kurukanfuga.net/>

Sommaire

Présentation des actes des journées scientifiques

10 Enock DAKOUO	102
LANGUAGE POLICY AND MULTILINGUALISM IN MALI : FROM COLONIAL LEGACY TO CONTEMPORARY REFORMS	
11 Dr Souleymane TOGOLA	115
“CODE SWITCHING AND CODE MIXING AMONG BAMBARA LANGUAGE SPEAKERS IN FRENCH CLASSROOMS”	
12 Dr. Issa DIABATE	123
« HERITAGE PARENTAL ET ASPIRATIONS JUVENILES DANS LES PRATIQUES CONJUGALES : LE MARIAGE INTERCASTE DANS LE ROMAN MALIEN DE JEUNESSE »	
13 Dr Adama Samaké	131
“SOUNDIATA KEITA AND THE KURUKAN FUGA CHARTER: A TIMELESS MODEL OF LEADERSHIP”	
14 Klessigué Abdoulaye Sanogo	145
« SYSTEMES DE VALEURS ET SAVOIRS ENDOGENES DANS LA CONSERVATION DU PATRIMOINE CULTUREL : LE CAS DE LA RECONSTRUCTION POST CRISE DES MAUSOLEES DE TOMBOUCTOU »	
15 Ibrahima DIAWARA & Alpha DIARRA	158
L'ENSEIGNEMENT DU CONTE EN BAMANANKAN AU LYCEE : PROBLEMATIQUE ET PERSPECTIVES DIDACTIQUES	
16 Dr Oumar KASSOGUE	166
ENTREPRENEURIAT DES FEMMES DANS LE SPORT A BAMAKO : MOTIVATIONS ET OBSTACLES	
17 Mr. Noumory BAGAYOKO & Dr. André KONE	186
SPEAKING FLUENCY AND ACCURACY IN ENGLISH: AN EMPIRICAL STUDY OF MALIAN LEARNERS AT PRODESCO AND IHEM/CEFLA	
18 Dr. Zakaria Coulibaly	201
EXPLORING AFRICANS' SHIFT FROM COLLECTIVISM TO INDIVIDUALISM IN THE CONTEXT OF EURO-AMERICAN INFLUENCE	

KURUKAN FUGA

La Revue Africaine des Lettres, des Sciences Humaines et Sociales

URL : <https://revue-kurukanfuga.net/>

Sommaire

Présentation des actes des journées scientifiques

- | | | |
|---|---|-----|
| 19 | Dr Seydou COULIBALY | 214 |
| ANALYSE DES FACTEURS DE DÉGRADATION DE LA FORÊT CLASSÉE DE M'PESSOBA | | |
| 20 | Dr Moussa CISSE | 229 |
| PRISE EN CHARGE EDUCATIVE DES ENFANTS ET JEUNES EN SITUATION DE RUE DANS LES GRANDES VILLES DU MALI : CAS DU DISTRICT DE BAMAKO | | |
| 21 | Dr. Adama BAH | 241 |
| RECLAIMING ORAL HERITAGE FOR POST-CONFLICT RECONCILIATION IN THE SAHEL (MALI, BURKINA FASO, NIGER) | | |
| 22 | Diby KEITA & Mahamadou Karamoko Kahiraba KOITA | 256 |
| POLITICAL POWER AND CORRUPTION IN GEORGE ORWELL'S ANIMAL FARM: A LITERARY CRITIQUE OF AUTHORITARIANISM | | |
| 23 | Awa KONE | 266 |
| CARTOGRAPHIE GEONUMERIQUES ET OUTILS NUMERIQUES POUR L'ANALYSE GEOLOGIQUE D'ANSONGO A L'EST DU MALI | | |
| 24 | Dr. Sekou YALCOUYE | 285 |
| CULTURE ENDOGENE, ECONOMIE AUTOCENTREE ET SOUVERAINETE PANAFRICAINE : PERSPECTIVES DE L'AES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE | | |
| 25 | TRAORE, Maméry | 291 |
| SECURITE DURABLE DANS LE SAHEL : L'URGENCE DE LA PREVENTION FACE AUX LIMITES DES REPONSES MILITAIRES | | |
| 26 | Saliou DIONE | 303 |
| DECOLONIAL GOVERNANCE AND POSTCOLONIAL PROMISES AND FUTURES IN WEST AFRICA | | |

Sécurité durable dans le Sahel : l'urgence de la prévention face aux limites des réponses militaires

TRAORE, Maméry

Maître de Conférences

Université Yambo Ouologuem de Bamako

Email : mamery.traore@gmx.de

Résumé

Le présent article s'intéresse particulièrement à une thématique d'actualité qui aborde la problématique de la sécurité dans le Sahel, notamment dans les pays de l'AES. Dans ce contexte, garantir une sécurité durable dans la région est devenue une priorité incontournable. Partant de cette idée, l'urgence de la prévention face aux limites des réponses militaires mérite d'être le thème central de notre travail. La problématique dont il est question ici est de savoir s'il faut prioriser la prévention des conflits d'une part ou d'autre part les actions militaires pour établir une sécurité durable dans l'espace du Sahel. L'objectif de notre communication vise donc à démontrer, qu'il est bien possible de lutter contre le terrorisme en amont par les actions de prévention, en créant par exemple des opportunités d'emploi pour les jeunes qui sont les premières victimes du terrorisme. Pour pouvoir illustrer nos analyses, on s'est basé sur les méthodes descriptive et documentaire ou sur les publications des auteurs africains et occidentaux. La structure de l'article se présente ainsi : Au début, il convenait de définir le terme sécurité en général et les différents domaines de son application. Au centre du travail, il était important d'évoquer les axes d'une bonne politique de prévention contre le terrorisme dans les pays membres de l'AES, en tenant comptes de tous les aspects socio-économiques de la région. Dans la dernière partie, il a été question des méfaits de l'insécurité sur le développement d'un pays. Les résultats suivants ont été atteints : La prévention devrait avoir une priorité absolue dans la lutte contre le terrorisme. Les réponses militaires ne sauraient à elles seules mettre fin au phénomène. Aucun pays ne pourrait se développer dans l'insécurité sur son territoire.

Mots-clés : Militaire, prévention, Sahel, sécurité, terrorisme,

Abstract

This article focuses on a topical issue: security in the Sahel, particularly within the AES countries. In this context, ensuring sustainable security in the region has become an imperative priority. Given this, the urgent need for prevention highlighted by the limitations of military responses serves as the central theme of our study. The core question addressed here is whether to prioritize conflict prevention or military action in order to establish lasting security across the Sahel. Our paper aims to demonstrate that it is indeed possible to combat terrorism proactively through preventive measures such as creating job opportunities for young people, who are the primary victims of terrorism. To support our analysis, we have employed descriptive and documentary methods, drawing upon publications by both African and Western authors. The article is structured as follows: It begins by defining the term "security" in general and its various fields of application. The core of the study focuses on the key elements of an effective counter-terrorism prevention policy within AES member countries, taking into account the region's socio-economic aspects. The final section addresses the detrimental impact of insecurity on a country's development. The following conclusions were reached: Prevention must be the absolute priority in the fight against terrorism; military responses alone cannot put an end to the phenomenon; and no country can develop amidst insecurity within its territory.

Keywords : Military, prevention, Sahel, security, terrorism,

Introduction

Depuis la chute de la Lybie en 2011, à la suite d'une intervention de de l'OTAN, le Sahel n'a plus connu la paix. La dislocation de l'armée libyenne a provoqué la prolifération des armes de guerre, cela a permis à plusieurs groupes rebelles ou armés de s'organiser, s'approvisionner en armes, d'où le départ des rebellions ou du terrorisme international dans le Sahel (Blanchard & Semon, 2021). On le sait, la stabilité de la Libye sous l'ancien leader du pays avait créé une sorte de paix dans la région du Sahel, cette stabilité libyenne était également un garde-fou pour l'immigration illégale vers l'Europe. Une chose est sûre, la chute de la Lybie a eu des conséquences catastrophiques pour tous les pays du Sahel. Déjà fin 2011, les premiers groupes armés touareg ont commencé à déferler vers le nord du Mali (Antil, 2020). En même temps, les groupes salafiste liés à AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique) ont pu s'implanter également au nord du Mali. Et en 2012, la rébellion du MNLA a pris le contrôle de plusieurs villes et localités dans le septentrion malien. Ce qui a entraîné d'ailleurs la chute du régime installé à Bamako. Sous la menace des mouvements rebelles et terroristes, la France a initié l'opération *Serval* début 2013 pour stopper l'avancée fulgurante des rebelles vers Bamako (Ministère des Armées et des Anciens Combattants, 2022). Si le but était d'éviter la chute du pouvoir civil à Bamako sous le président de la transitions, à la personne de Djonkouda TRAORE, cette opération a pris plus tard d'autres formes comme Barkhane, Takuba jusqu'à l'implication des forces onusiennes au Mali ou au Niger. La présence des nombreuses armées étrangères n'a pas malheureusement freiné l'insécurité ou le terrorisme au Mali ni dans les pays voisins, au contraire le fléau s'est empiré, comme conséquence, le régime démocratiquement élu sous Ibrahim B. KEITA a aussi chuté en aout 2020.

L'arrivée des militaires au pouvoir au Mali ou dans les pays voisins a donné une autre dimension à la lutte contre le terrorisme international. Les armées du Sahel sont désormais mieux armées qu'au passé. Malgré beaucoup d'efforts et de sacrifices humains, le terrorisme rampant est toujours présent dans le Sahel, la géopolitique joue un rôle majeur dans la nouvelle déstabilisation des pays du Sahel (P. Batibonak & S. Batibonak, 2012 : 37).

La problématique, dont il est question dans la présente étude, est de savoir s'il faut désormais prioriser la prévention par rapport aux actions militaires sur le terrain, afin qu'une paix durable s'installe dans la région. Par ailleurs, de nombreux instituts de recherche, des chercheurs africains et occidentaux se sont particulièrement intéressés à la thématique de sécurité ou terrorisme dans le Sahel. On peut citer entre autres : Centre des médias des Nations Unies, (2019), United Nations Office on Drug and Crime (2018), le magazine, Arica Défense Forum (2026), Revue, Anadolu (2018), Fondation Friedrich Ebert (2023).

L'objectif de notre travail vise principalement à démontrer que les actions militaires ont leur limite dans la lutte contre l'insécurité et le terrorisme après l'échec des nombreuses forces étrangères au Mali.

En marge de l'étude, les hypothèses suivantes seront évoquées : Toute action militaire pourrait avoir ses limites sur un terrain donné ; la prévention contre l'insécurité et le terrorisme pourrait être un moyen efficace contre l'extension du fléau ; Le terrorisme rampant dans le Sahel serait bien lié à la géopolitique de certains pays occidentaux.

Dans notre article, les points suivants sont discutés : A début, il s'agit de définir le terme sécurité avec ses domaines d'application dans une société. Cette partie est suivie par les thématiques telles que :

les priorités d'une Politique de sécurité dans les pays membres de l'AES ; comment prioriser la sécurité militaire (active) d'une part, ou la sécurité préventive (passive) d'autre part (dans la lutte contre l'insécurité ou le terrorisme). Vers la fin de l'étude, il est question de la coopération régionale dans la lutte contre le fléau dans le Sahel, à l'exemple des pays de l'AES, sans oublier les conséquences de l'insécurité sur le développement d'un pays. Vu le combat très difficile contre l'insécurité et le terrorisme, faut-il prioriser les actions militaires ou la prévention contre toutes formes de menace dans la lutte ? A cette question, nous tentons d'apporter bientôt une réponse.

1. Qu'est-ce que la sécurité en général ?

Le terme se peut se définir sous plusieurs angles. D'une manière générale, on dira selon l'institut, *Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNTL)* (2012) :

« La sécurité est l'état dans lequel les risques de dommages (physiques, matériels ou psychologiques) sont contrôlés, garantissant la protection, la confiance et la tranquillité d'esprit des individus ou de la communauté. Elle implique l'absence de danger réel et de peur, nécessitant des mesures de préventions actives » (p. 51).

D'autres sources vont interpréter le terme dans le même sens, selon le dictionnaire, *Larousse* (2023), la sécurité est la « situation dans laquelle quelqu'un, quelque chose n'est exposé à aucun danger, à aucun risque, en particulier d'agression physique, d'accidents, de vol etc. »

Une autre source comme le *Dictionnaire de l'Académie Française*, apporte la définition suivante : La sécurité est la « situation d'une personne, d'un groupe, d'une société qui est à l'abri du danger, état de ce qui est protégé de la dégradation, de la destruction, etc. » La même source va plus loin et écrit : « De sécurité, se dit d'une disposition, d'un équipement, d'une technique, etc. permettant d'éviter un accident ou d'en limiter les effets, de protéger quelqu'un ou quelque chose contre un risque particulier. » Comme on peut le remarquer, toutes ces différentes définitions ont beaucoup de points en commun.

Pour appuyer les affirmations citées, aux dires du chercheur A. Giovanni (2016, p. 97), on pourrait distinguer deux formes de sécurité : la sécurité passive dans le domaine de la prévention et la sécurité active qui se manifeste si un facteur de risque se produit, en pensant par exemple à une action militaire. Et pour mieux comprendre le terme, sécurité, il faudra se référer à un certain nombre de domaines.

2. Domaines d'application de la sécurité

En se référant toujours au chercheur, A. Giovanni (2016, p. 97), il existe des domaines d'application de la sécurité, qui sont en particulier :

- La sécurité internationale, nationale, civile, intérieure, juridique,

- La sécurité économique (sécurité des approvisionnements qui doivent être importés ; tels que l'énergie, des matières premières pour l'industrie manufacturière, les produits de l'industrie agroalimentaire,).
- La sécurité de l'approvisionnement comprend : l'organisation des stocks de sécurité, les mesures de crise)
- La sécurité alimentaire
- La sécurité au travail
- La sécurité des systèmes d'information
- La sécurité de transports.

En voyant tous les domaines d'application de la sécurité qui sont cités, on peut bien remarquer qu'ils sont bien liés aux uns et aux autres. Cela veut dire, le dysfonctionnement d'un domaine peut avoir des conséquences sur d'autres domaines dans un pays ou dans une communauté (Giovanni, 2006). Dans une région comme le Sahel, il faut une politique de sécurité axée sur certains domaines bien précis.

3. Les priorités d'une Politique de sécurité dans les pays membres de l'AES

Dans les pays membres de l'AES, il sera primordial de prioriser certains domaines d'activité, si on veut lutter efficacement contre les conflits sociaux, tel que le terrorisme dont il est question au Sahel, si on se base sur les écrits de presse ou des publications des chercheurs africains ou occidentaux, il s'agit en particulier des domaines suivants :

*** Lutte contre le chômage et la pauvreté des jeunes**

Vu la précarité des Etats du Sahel, il existe généralement très peu d'opportunités économiques ou d'emplois pour de nombreux jeunes qui deviennent alors des proies faciles à convaincre par les groupes terroristes (Centre des médias des Nations Unies, 2019). Même si le chômage ou la pauvreté ne peuvent à seuls expliquer la cause du terrorisme dans le Sahel, selon l'institut *The UN refugee Agency* (2026), plusieurs facteurs ont en fait alimenté le terrorisme dans le Sahel, on peut citer notamment : l'effondrement de la Lybie en 2010, absence d'un Etat fort, les vieilles tensions entre différentes communautés, lesquelles sont exacerbées par les groupes terroristes, il faut ajouter à ces causes citées l'échec des interventions des armées étrangères dans la région. Pour enfin apporter une solution durable de premier ordre au fléau du terrorisme, il faut impérativement créer des opportunités d'emplois pour ces nombreux qui prennent la route du Sahel pour l'Europe à la quête d'une vie meilleure. Nul l'ignore, un jeune sans emploi est très vulnérable à plusieurs fléaux sociaux. Une autre solution importante est :

*** Œuvrer à la réconciliation des communautés**

On venait de le dire, il existe de vieux conflits entre certaines communautés dans tous les pays du Sahel, ce sont des facteurs faciles à exploiter par les groupes terroristes, afin d'atteindre leurs objectifs

de division. Pour appuyer un tel argument, le Rapport de la 4ème Edition Sahara-Sahel de la *Fondation Friedrich Ebert* (2023) a mentionné dans ces termes :

« Face aux multiples défis que connaît le Sahel, celui concernant la sécurité est sans aucun doute le plus pressant. Pour y apporter des réponses, la priorité a été donnée à l'action militaire sans produire les résultats escomptés. Au contraire, on note la persistance de l'insécurité et de l'instabilité dans cette région et qui se propage petit à petit vers les pays côtiers du Golfe de Guinée. Ce qui pose le débat de l'implication des différentes catégories de la population (femmes, jeunes et acteurs de la société civile) dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix » (Colloque, Niamey : 20-21 Mars 2023, p.8).

Une autre priorité dans la lutte contre le terrorisme dans le Sahel, c'est de pouvoir combattre le trafic illicite de certains produits.

*** Lutte contre le trafic illicite des aliments, des médicaments**

Pour pouvoir financer leurs activités à travers le Sahel, les groupes terroristes s'emploient à des pratiques anciennes déjà connues dans le Sahel, liées aux trafics illicites ou à la contrebande. Selon un rapport des Nations Unies, datant de mai 2023, un réseau de trafic illicite s'est implanté dans toute la région du Sahel. Dans le contexte, ledit rapport écrit :

« Piments, faux médicaments, carburant, or, armes à feu, et êtres humains, tout cela fait l'objet de trafics via des routes commerciales millénaires qui sillonnent le Sahel. L'ONU et ses partenaires essaient de nouveaux moyens collaboratifs pour lutter contre ces pratiques illégales, qui sont un problème croissant dans cette région d'Afrique fragile » (Rapport UN : *Droit et prévention du crime*, 20 mai 2023, p 1).

Dans cette lutte contre le terrorisme et l'insécurité dans le Sahel, une priorité doit se porter impérativement sur la circulation illégale des armes.

*** Lutte contre les armes à feu**

Il est connu de tous les chercheurs que la circulation illégale des armes légères ou des armes de guerre constitue un vrai problème de sécurité dans le Sahel d'aujourd'hui. Aux dires d'un rapport de *United Nations Office on Drugs and Crime* (2023), l'approvisionnement des groupes terroristes se ferait désormais par le pillage des arsenaux militaires pendant les attaques des camps militaires ou même par la corruption, ce qui leur permettrait de se passer du traditionnel trafic d'armes venant de la Lybie.

En s'appuyant sur le même rapport, il y aurait également un trafic important d'armes légères ou de petits calibres dans la zone des trois frontières, une zone qui serait très difficile à contrôler. Une solution contre le terrorisme dans l'espace du Sahel passe donc par une lutte efficace contre les armes illégales. Une autre priorité à ne pas négliger dans la lutte, c'est le trafic d'êtres humains ou des otages occidentaux.

*** Lutte contre le trafic d'êtres humains**

Chaque année, des milliers de migrants africains traversent le Sahara pour se rendre en Europe, en passant par la Libye ou par d'autres pays du Maghreb. Sous la plume de l'organisation internationale des Nations unies, *United Nations Office on Drugs and Crime* (2018), les passeurs cohabitent avec les groupes djihadistes tels que le JNIM ou l'EIGS pour tirer profit du trafic des migrants dans le Sahel, soit en leur prélevant des taxes ou les employer dans les mines artisanes. Un rapport de la même organisation de l'ONU affirme, les groupes armes terroristes profitent des zones non contrôlées pour recruter parmi les migrants ou même les sous-traiter à d'autres activités criminelles.

Dans le contexte du trafic d'êtres humains, on ne pourrait pas oublier les prises d'otages occidentaux qui constituent une vraie source de financement du terrorisme. En se référant au reporteur, Esma Ben Said, dans la Revue, Agence Anadolu (2018) : « Le recours massif aux enlèvements est devenu la principale source de financement » chez les groupes terroristes. Le même reporteur va plus loin et affirme : « Cela a permis à la seule organisation AQMI d'engranger au moins 65 millions de dollars en paiements de rançons de 2005 à 2011... » Toutes ces affirmations nous justifient, sans le douter, qu'une solution durable au terrorisme dans le Sahel devrait se focaliser obligatoirement sur la lutte contre les prises d'otages. Pour combattre le terrorisme et l'insécurité dans le Sahel, les avis sont souvent partagés quand il s'agit de la méthode à suivre.

4. Faut-il prioriser la sécurité militaire ou active à la sécurité préventive ou passive dans les pays de l'AES ?

Cette question est centrale dans le débat d'aujourd'hui. Aux dires de nombreux chercheurs, les actions militaires comme moyen de lutte efficace contre le fléau qu'est le terrorisme a ses limites. Il n'y a pas longtemps, il existait par exemple au Mali plusieurs armées étrangères pour combattre le terrorisme. On y comptait en outre des Casques Bleus de l'ONU, (MINUSMA), des forces françaises, telle que Barkhane et plus tard Tas Force Takuba (Touré, 2021). En se basant sur ladite Revue, on apprend que la France est intervenue d'abord au Mali sous le nom de l'opération *Serval* en 2013, afin de stopper les groupes terroristes qui s'avançaient vers la capitale Bamako. La même Revue ajoute que des forces

africaines issues de plusieurs pays étaient également présentes sous l'opération, appelée la MISMA, et plus tard la fameuse *Force G5 Sahel* fut créée, regroupant notamment le Mali, le Niger, le Burkina, la Mauritanie et le Tchad. Afin de former les soldats maliens, il existait aussi une mission européenne, EUTM (Mission de Formation de l'Union Européenne). On l'a dit, malgré la présence de ces nombreuses forces étrangères, des camps militaires au Mali, au Burkina ou même au Niger étaient le plus souvent attaqués, des armements apportés (The UN refugee Agency, 2026).

Après l'échec de la participation des nombreuses forces étrangères contre le terrorisme et l'insécurité dans le Sahel, on peut donc se poser une question cruciale : Est-ce que les actions militaires peuvent à seules mettre fin à ce fléau dévastateur qu'est le terrorisme dans la région ?

Avant de répondre à ladite question, on peut essayer de jeter un coup d'œil sur les causes réelles du terrorisme, qui sont notamment le chômage endémique et la pauvreté des jeunes, la très faible présence de l'Etat sur l'ensemble du territoire ou le traditionnel trafic d'armes dans la région. (Colloque, Niamey : 20-21 Mars 2023). Vu ces nombreux aléas auxquels le Sahel est confronté, on peut donc douter que les forces armées d'un Etat ne peuvent réellement à elles seules mettre un frein à l'insécurité sur l'étendue du territoire (Arica Center for Strategic Studies, 2022). Selon ledit institut, l'action militaire traite les symptômes d'un fléau mais pas les causes. On y évoque même le terme, « Goutte d'eau dans le Sahara ». Ce qui veut dire, vu l'immensité du Sahara, il est impossible d'avoir des militaires un peu partout pour assurer la sécurité. Pratiquement, il n'y a pas de frontière entre le Sahel et le Sahara qui s'étend sur des milliers de Km² entre le Mali, le Niger jusqu'en Mauritanie à l'ouest et vers le sud de l'Algérie, Libye. Cette zone peut être d'ailleurs appelée « non-man land », car aucun Etat n'est réellement présent dans cette vaste région désertique, abandonnée à la Mercy des groupes terroristes, selon le magazine, *Africa Defense Forum* (2026).

En essayant donc de chercher des solutions durables dans la lutte contre le terrorisme dans le Sahel, l'institut ISS Africa (2021) propose des recommandations suivantes :

*** Développement socio-économique**

Il s'agit de la création d'emplois durables, autorisations des jeunes et renforcement de la résilience des populations rurales exposées aux changements climatiques.

*** Gouvernance et justice**

Il s'agit de la restauration des services publics de base (comme éducation, santé, justice) dans les zones reculées du pays.

*** Dialogue comme arme de paix**

A ces solutions proposées ci-dessus, la Fondation allemande, *Friedrich-Ebert* (2023) parle d'une solution négociée entre les Etats du Sahel et certains acteurs parmi les groupes armés. Le magazine, *Le Point* (2026) va dans le même sens affirme qu'une solution politique est incontournable pour compléter les actions militaires.

Comme on pourrait le remarquer, le meilleur moyen de lutte contre le terrorisme et l'insécurité résiduelle, c'est de prévenir les menaces et les traiter en amont. De nombreux chercheurs ont toujours démontré que le terrorisme s'est propre dans le Sahel à cause des mauvaises conditions socio-économiques des jeunes. Selon eux, le meilleur moyen de lutter contre les conflits sociaux, c'est de créer entre autres des opportunités comme la création d'emplois, la scolarisation accrue des enfants, car les jeunes sont très manipulables, quand ils sont la précarité. Il faut ajouter, la coopération régionale est l'un des meilleurs moyens pour prévenir et traiter les menaces à l'intérieur comme à l'extérieur des Etats concernés.

5. Coopération régionale dans la lutte contre le terrorisme à l'exemple des pays de l'AES

Selon le magazine, *The Conversation* (2024), les groupes armés profitent beaucoup de la porosité des frontières et du manque de coordination interétatique. En se référant toujours au même magazine, il serait mieux que les Etats concernés par le terrorisme et l'insécurité mutualisent leurs renseignements et mener des opérations conjointes et harmoniser surtout les politiques sécuritaires afin de neutraliser les menaces aux différentes frontières communes.

Les pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), qui regroupe trois Etats : Burkina, Mali et le Niger) ont compris l'importance la coopération régionale dans la lutte et la prévention contre le terrorisme et ont désormais une force commune depuis fin 2025, afin de lutter ensemble contre ce fléau international, qu'est le terrorisme (Africa Defense Forum, 2026). Les trois pays qui prônent la souveraineté totale depuis la création de l'Alliance en septembre 2023 à Niamey, n'avaient d'autre choix que s'unir pour faire face à l'ennemi commun, qu'est le terrorisme international. C'est ainsi le chercheur J. Touré dira dans ces termes :

« L'Alliance des Etats du Sahel est ainsi née de la nécessité de faire face à des défis cruciaux dans ces pays confrontés à des tensions sécuritaires persistante. En réponse à ces enjeux, ces pays ont uni leurs efforts pour construire une plateforme de coopération multilatérale, visant à améliorer la sécurité régionale à promouvoir le développement socio-

économique et à lutter contre les effets néfastes du changement climatique. » (Touré, 2024, p.9).

On l'a dit, malgré la forte présence des armées étrangères au Sahel, le terrorisme et l'insécurité n'ont cessé de progresser, il fallait donc chercher une autre solution qui devait passer par la création d'une force commune. Même si la lutte sera dure, une chose est sûre, c'est dans l'union ou la coopération qu'on peut vaincre un tel ennemi invisible. Le bas-bleu était avant des forces étrangères du sol sahélien, aucune armée nationale n'était ni autonome, ni souveraine. Pour paraphraser le Premier Ministre malien à l'époque à la télévision nationale, il disait que le gouvernement avait fait la commande d'un avion de transport de troupe pour notre armée, mais on nous avait affirmé chaque fois qu'on devrait faire par-ci par-là les appareils complémentaires, et que depuis longtemps c'était le même discours. Selon ses dires, cet avion ne serait jamais arrivé, parce qu'on ne voulait pas que l'armée malienne ait des équipements militaires, même des luttes à vision nocturne.

A travers plusieurs opérations sur le terrain, notamment au Mali ou aux trois frontières de l'Alliance, la force conjointe a fait ses preuves, elle est non seulement une force de combat mais aussi une force de dissuasion à l'égard des ennemis invisibles. D'une manière générale, la sécurité active et la sécurité passive vont de pair.

6. Importance de la garantie de sécurité dans les pays de l'AES pour le développement

En ce qui concerne la garantie de sécurité, on peut y distinguer deux paramètres : Les garanties positives et les garanties négatives de sécurité, selon les chercheurs.

- En premier, on entend par les garanties négatives de sécurité (selon Giovanni, 2016, p. 97) « un engagement d'une entité compétente en matière de sécurité et de la collectivité qu'elle rassemble à ne pas recourir ou de menacer de recourir à des mesures coercitives à l'encontre de quiconque qui ne ferait courir aucun risque [...] sur la vie... ». En d'autre terme, il s'agit de la sécurité passive.

- En second lieu, « les garanties positives de sécurité consolident les garanties négatives en engageant cette entité à prendre des mesures appropriées en cas de violation des obligations découlant de son droit interne (lorsqu'il s'agit de sécurité intérieure), ou des obligations découlant des traités, conventions [...] (Lorsqu'il s'agit de la sécurité extérieure ou de sécurité internationale. ». Il s'agit en fait de la sécurité active comme les actions militaires sur le terrain.

Afin de maintenir la paix et la sécurité dans l'espace Sahel, les Etats concernés devraient jubiler ces deux formes de sécurité, qui sont les garanties positives et les garanties négatives (de sécurité). Tous les chercheurs sont unanimes que l'insécurité peut avoir des conséquences fâcheuses sur le développement.

7. Les conséquences de l'insécurité sur le développement

Nul ne peut l'ignorer, les conséquences de l'insécurité sur le développement socio-économique sont énormes. En se référant un article des chercheurs, B. E. Dicko et S. Loua (2019, p.146/147), l'insécurité peut détruire toutes sortes d'infrastructures dans le pays :

- * Destruction du tissu socio-économique et des investissements

C'est souvent la méthode punitive des groupes armés à l'égard des populations, afin de les appauvrir et les faire révolter contre l'Etat.

- * Destruction des infrastructures

Il s'agit surtout des routes, des ponts, des lignes électriques.

- * Déplacements forcés des populations

Aujourd'hui vivent des milliers de déplacés à travers tous les pays du Sahel, soit à l'intérieur de leurs propres ou dans un pays voisin.

- * Arrêt des travaux champêtres

Selon les mêmes chercheurs, dans les zones où l'insécurité fait loi, les paysans ne pourraient plus travailler dans les champs, les activités commerciales sont aussi paralysées, d'où l'augmentation de la pauvreté et du chômage dans les zones concernées.

- * Renaissance de certains anciens conflits

L'insécurité est souvent la cause de la renaissance des conflits communautaires dans certaines zones au Mali. Les localités du centre au Mali sont confrontées à une telle crise depuis des années.

- * Fermeture des écoles et des centres de santé

Pour appuyer ladite thèse, des milliers d'écoles et des centres de santé sont fermés aujourd'hui dans le nord ou au centre du pays à cause cette insécurité grandissante.

Comme on peut le remarquer, l'insécurité a beaucoup d'effets dévastateurs, les terroristes et leurs sponsors l'ont compris. C'est pourquoi malheureusement, les Etats du Sahel, en particulier le Mali, vivent des situations d'insécurité depuis des années, souvent jusqu'aux portes des grandes villes.

Conclusion

Il est bon de doter n'importe quelle armée avec des armes modernes, une chose est sûre, toute armée moderne a ses limites sur le terrain, surtout quand il s'agit de lutter contre le terrorisme. Cela veut dire, pour freiner un tel fléau, il faut d'abord essayer de traiter les causes, cela passe par la prévention des menaces, car on l'a dit, les actions militaires peuvent traiter les symptômes d'un fléau mais pas les causes. On l'a mentionné également dans l'article, la prévention contre les menaces sécuritaires passe (entre autres) par la création d'emplois durables pour les jeunes en milieu rural ou urbain. Il s'agit en outre d'œuvrer à la réconciliation entre les communautés sensibles par une politique de dialogue constructif. Dans le contexte, on doit également mettre un accent particulier sur la coopération régionale. Le traditionnel trafic d'armes ou d'autres produits illégaux doivent être sérieusement combattu.

Aujourd'hui le Sahel, notamment les pays de l'AES traverse une période difficile, c'est dans l'union qu'on pourra vaincre cet ennemi invisible. Désormais, tout le monde est unanime sur le fait que ce terrorisme est soutenu par d'autres forces étrangères invisibles dans l'espoir de déstabiliser toute la région, car les richesses innombrables du Sahel sont l'enjeu du problème.

Biographie

Africa Center for Strategic Studies. (2022). *Le Sahel* 300 3rd Avenue SW Building 20 Washington, DC.

Agence Anadolu. (2018). *La prise d'otage contre rançon, première source de financement du terrorisme en Afrique*, Ankara, Turquie.

Antil, Alain. (2020). « Le G5 Sahel et le concept sécurité-développement », in *Recherches International*, N.0 117, Paris. pp.59-74

Arcudi, Giovanni. (2016). *La sécurité entre permanence et changement*, in *International Relations* N° 125, Paris, pp. 91 -109.

Batibonak, Paul & Batibonak, Sariette. (2021). *Géolocalisation des terrorismes en corrélation avec les ressources minérales en Afrique : Réflexion théorique sur coïncidences, récurrences et persistances*. Cameroun : Université de Yaoundé I, ICT-U, S&D et CRÉDIS. 22 pages.

Blancard, Cyril & Sémon, Adrien. (2021). *Lybie : Vers une reunification bien fragile*, in *Revue Défense Nationale*, No hors-série, Paris : Cairn.info. pp. 45-52.

Centre d'études stratégiques de l'Afrique. (2026). « Dix tendances en matière de sécurité en Afrique en 2025 en graphiques » 300 3rd Avenue SW, Building 20 Fort Lesley J. McNair Washington, DC.

Centre des médias des Nations Unies. (2019). *Un responsable de l'ONU souligne le rôle des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme*, Office des Nations Unies, Avenue de la Paix 8-14, Genève.

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNTL). (2012) : *Définition de SECURITE*, Nancy, France.

Dicko, Brema Ely & Loua Seydou. (2019). *Impacts de la crise sécuritaire sur les activités de production dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou* in *Revue Malienne de Langues et de Littératures*, No. 004, Bamako : ULSHB, pp.144-154.

Dictionnaire de l'Académie Française (2026). *Définition sécurité*. Paris Cedex 06, 9eme Edition.

Fondation Friedrich-Erbert. (2023). *4eme Edition Dialogue du Sahel face aux enjeux et mutations géopolitiques contemporaines : vers quelles perspectives pour la région ?* Colloque, Niamey : 20-21 Mars 2023.

ISS Africa. (2021). *Sécurité au Sahel : une multitude de stratégies mais peu de progrès* Pretoria, Afrique du Sud.

Larousse. (2023). *Définition sécurité*. Paris.

Le Point. (2026). *Pourquoi le Sahel est plus que jamais l'épicentre du terrorisme*, Paris France.

Magazine Africa Defense Forum. (2026). *La CEDEAO va établir une force régionale antiterroriste*, APO AE 09751 USA.

Ministère des Armées et des Anciens Combattants. (2022). *Opération Serval (2013-2014)*, Paris, France.

ONU. (2023). *Rapport A/77/910-S2023/409 Droit et prévention du crime, 20 mai 2023*, New York, NY 10017.

The Conversation. (2024). *Sécurité au Sahel : Pourquoi le Mali, le Burkina Faso et le Niger misent sur une force commune ?* 14, rue Sainte-Cecile Paris.

The UN refugee Agency. (2021). *Le Sahel n'a jamais été aussi instable : les forces étrangères alimentent le cycle de la violence ?* Headquarters, Geneva, Suisse 1211.

Touré, Jabir. (2021). *Les opérations francophones de lutte contre le terrorisme : l'exemple du G5 Sahel*, Vol. 9 in *Revue Internationale des Francophonies*.

United Nations Office on Drugs and Crime. (2018). *Le trafic des migrants au Sahel*, Vienna International Center, Wagramer Strasse 5.